



Le capital-investissement : À la pointe des opportunités sous les cieux africains ?

(Rédigé à partir du rapport *Perspectives économiques africaines 2008**)

par Thomas Dickinson

- ◆ Le capital-investissement est le véhicule d'investissement à garder en vue en Afrique.
- ◆ Les pays africains ont fait des efforts importants pour attirer les investisseurs étrangers.
- ◆ Un ralentissement mondiale risque toutefois de peser sur les aquis.

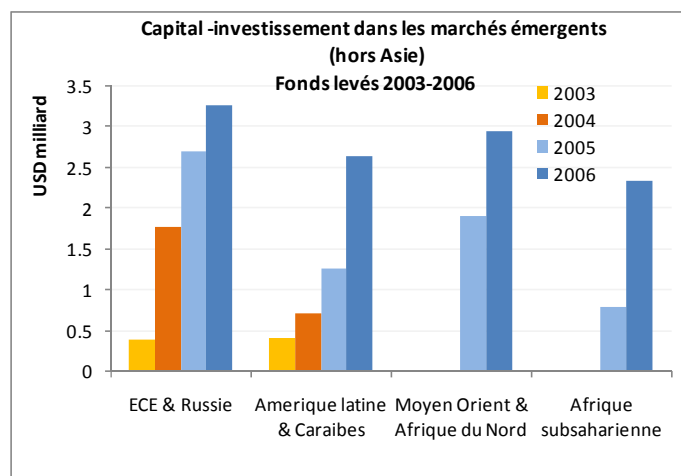
Le capital-investissement n'est pas un phénomène récent en Afrique, mais il attire une attention croissante comme un mode d'investissement agile et innovant servant le développement du secteur privé sur le continent. Les améliorations dans les environnements d'investissement en Afrique ainsi qu'une série de réussites commerciales (comme celle de Celtel, pionnier des télécommunications africain soutenu par le capital-investissement, racheté à USD3.4 milliards en 2006) ont engendré un essor sans précédent dans la taille et la portée des fonds de capital-investissement en Afrique.

Une large augmentation dans les fusions-acquisitions en 2006, en particulier dans les secteurs bancaires et des télécoms, a visibilisé le dynamisme du secteur privé du continent et encouragé les investissements, les poussant vers des taux record : les flux d'investissement directs ont atteint USD36 milliards en 2006, soit le double de 2004¹.

Le capital-investissement dans les marchés émergents

La forte augmentation du capital-investissement des marchés émergents a été reflétée en Afrique sub-saharienne, où les fonds récoltés ont accru de presque 200 pour cent² en 2006, atteignant USD2.3 milliards. Ceci a fait passer la part de l'Afrique sub-saharienne dans les fonds de capital-investissement dédiés aux marchés émergents à 7 pour cent. Bien que ce taux soit bien loin des 58 pour

cent de l'Asie, il reste honorable en comparaison aux autres régions émergentes (Amérique latine : 8 pour cent ; Moyen Orient/Afrique du Nord : 8 pour cent ; Europe de l'Est et centrale-EEC/Russie : 10 pour cent). Les fonds en Afrique du Nord et au Moyen orient ont augmenté de 50 pour cent sur la période.



Source: EMEA, 2007

Si les fonds africains restent limités par rapport aux standards internationaux, leur taille et leur portée se sont accrues rapidement : en 2007, Pamodzi, une entreprise de capital-investissement sud-africaine, a lancé le fonds pan africain le plus important du continent, d'une valeur de USD1.3 milliards. Les institutions financières internationales ont également développé leurs propres moyens : Citigroup a lancé un fond de USD200 millions la même année.

1. Source: CNUCED (2007) Rapport sur l'investissement dans le monde (2007) Global Investment Propects Assessment 2007-2009, Genève.
2. African Venture Capital Association, South African Venture Capital Association, 2007

L'Afrique du Sud

L'industrie du capital-investissement sud-africaine, reflétant la prédominance financière du pays, est la plus importante du continent. Elle représente 1.7 pour cent du PIB – un taux comparable à ceux de nombreux pays industriels (Europe: 1.5 pour cent ; Royaume-Uni : 3.7 pour cent ; Amérique du Nord: 2.8 pour cent)³, et se place au 17ème rang mondial en termes d'activités d'investissement (2005). L'Afrique du Sud a connu une augmentation de 409 pour cent des fonds gérés en 2006, atteignant 11.2 milliards de rands (soit USD1.6 milliard). Les fonds sud-africains gèrent plus de 80 pour cent de tout le capital-investissement de l'Afrique sub-saharienne, suivie du Nigéria avec 10 pour cent.

Un canal d'investissement

Les économies développées, et plus particulièrement les États-Unis, restent la principale source de financement et représentent environ 50 pour cent de la totalité des fonds levés pour l'investissement africain en 2006 (l'Europe compte pour 9 pour cent). Un quart des fonds levés pour le continent est sud-africain, ce qui poursuit la tendance de l'accroissement des sources financières locales. Pour la première fois, un tiers du capital réuni en Afrique du Sud provient de fonds de pensions et de dotations étrangers, ce qui témoigne de l'appétit croissant et de la confiance des investisseurs institutionnels dans les actifs africains.

Les fonds publics et plus particulièrement les institutions financières de développement européennes constituent également des sources importantes de capital. Souhaitant encourager l'activité dans le secteur privé, les agences soutenues par les gouvernements ont toujours été de bons garants des fonds d'investissement privés sur le continent. Parmi les agences les plus représentatives, on trouve la française Proparco, la néerlandaise FMO et la britannique CDC (anciennement Colonial Development Corporation), cette dernière avec un total de USD 845 millions consacrés à l'Afrique depuis 2004 au travers de douze gestionnaires de fonds africains.

3. Fonds gérés, le 12/2006 pour l'Afrique du Sud, 12/2005 pour l'Europe/USA.

* Il s'agit d'un rapport conjoint de la Banque africaine de développement et du Centre de développement de l'OCDE, avec la Commission Économique pour l'Afrique des Nations unies, qui a bénéficié du soutien financier de la Commission européenne.

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des Repères du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des Repères et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev

Une ouverture à l'investissement international

Les gouvernements africains ont fait de nombreux progrès dans l'adoption de politiques favorables à l'économie de marché et dans l'amélioration des environnements d'investissement. Ils ont également fait des efforts importants pour stimuler les investissements étrangers. En 2006, 40 pays africains ont introduit des mesures allant dans ce sens. Ainsi, une participation étrangère au capital des entreprises de l'industrie des télécoms a été autorisée au Botswana, au Burkina Faso, au Burundi, au Cap-Vert, au Ghana et en Namibie. Le secteur bancaire a subi d'importantes réformes au Congo, en Egypte et au Nigeria. Le Maroc a autorisé l'achat par des capitaux étrangers de grands terrains. Plusieurs pays ont simplifié les démarches d'enregistrement, réduit les taxes pour les nouvelles entreprises et créé des zones franches.

Une source de financement diversifiée

Avec le boom mondial de ces dernières années, la demande d'actifs africains a atteint de nouveaux sommets. Les faibles corrélations avec les marchés internationaux, les liquidités élevées et le boom des matières premières ont favorisé l'investissement, mais ont aussi contribué à placer à l'arrière-plan les opportunités en dehors du secteur primaire.

Le capital-investissement a en revanche plutôt joué à contre-courant de l'investissement international en portant son attention sur les secteurs de consommation des télécommunications⁴. Ce type d'investissement a certainement un impact plus fort sur les vies quotidiennes des Africains que le plus gros des mégaprojets d'extraction. Le capital-investissement peut ainsi jouer un rôle de contrepoids diversifié et dynamique aux sources classiques d'investissement international en Afrique.

4. African Venture Capital Association, South African Venture Capital Association, 2007.



Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : cendev.contact@oecd.org